Compte-rendu du Comité Technique Local du 04 octobre 2017

CTL interrompu un peu après 17h00 suite au refus de la DRFiP de traiter les importants sujets restants sur le jour de repli pourtant déjà anticipé par l'administration (12 octobre). La demande unanime de vos élus, destinée à ne pas « bâcler » le débat sur les nombreux thèmes restant à l'ordre du jour, a été rejetée par le directeur qui a ainsi évacué l'examen des sujets 3 à 7. (Respectivement : bilan social 2016, Ponts naturels 2018, bilan expérimentation accueil sur RDV, organisation SIE Villefranche et tous les problèmes liés au déménagement forcé de Villefranche Rivoli)

C'est dans un climat d'hostilité sans précédent envers les fonctionnaires et le service public (suppressions de postes, remise en cause des statuts, volonté de suppression / privatisation des missions, gel du point d'indice, augmentation de la CSG, rétablissement du jour de carence...) que s'est ainsi tenu un CTL tronqué le 04 octobre. La DRFiP ne dénotant ainsi pas dans le climat général. Un comportement ahurissant !

Sur le fond, on peut noter que le bilan social et le rapport d'activité 2016 nous sont présentés en octobre 2017. Concernant ce dernier, nous avons abordé de nombreux « sujets métier » aigus (**Service Départemental d'Enregistrement-SDE, Domaines, Pole de Régularisation Déconcentré** etc.)

La situation au SDE a été évoquée préalablement dans un point mis à l'ordre du jour à la demande de toutes les OS. FO s'en était fait l'écho en visitant le service dès le 7 septembre et dénonçant les conditions de son lancement dans son journal de rentrée. Ce dernier a été évoqué et commenté à plusieurs reprises lors de ce CTL…

Notre direction n'aime pas la critique, surtout quand elle est fondée, argumentée et vérifée !

Services civiques : FO a dénoncé les recrutements non statutaires. Ils constituent autant d'atteintes au statut. Le directeur a affirmé que les agents et les cadres étaient satisfaits de la situation… FO a répondu que les agents précaires préféreraient être fonctionnaires et que leurs chefs préféreraient avoir des agents formés et pérennes.

Les **ponts naturels** initialement proposés par la DRFiP sont donc ainsi automatiquement réputés adoptés : **vendredi 11 mai, lundi 24 et 31 décembre alors que FO revendiquait tous les jours possibles, y compris le vendredi 2 novembre (Toussaint).**

Le débat sur l'expérimentation brondillante de l'**accueil sur RDV** n'aura donc pas lieu. La direction souhaite la généraliser en 2018, y compris aux SIE à compter du 1er trimestre 2018 (annonce aux chefs de services 11oct.). Au plan pratique, deux modes d'accueil vont coexister, l'accueil au fil de l'eau comme aujourd'hui, et l'accueil sur rendez-vous.

Enfin, les élus FO-DGFiP sont intervenus auprès du directeur, après l'incroyable clôture forcée de la séance, le mettant en garde à propos des graves problèmes qui se posent à Villefrance, en lien avec le déménagement imposé à la trésorerie de Rivoli. Les légitimes revendications des agents des deux sites ne sont visiblement pas entendues.

On “entasse” les collègues sur un site qui sera plus que saturé (agents, véhicules, flux d'usagers multiples) alors que rien n'imposait ce déménagement si ce n'est la volonté dogmatique de supprimer un loyer. Quel qu'en soit le prix pour les conditions de travail. Quel qu'en soit aussi le prix pour le service public car les contraintes des différents services concernés sont bien différentes.

Ce dossier illustre bien à quel point le dialogue social est au point mort à la DRFiP du Rhône. Ce constat est d'autant plus inquiétant que de lourdes perspectives de restructurations se profilent au vu des contre-réformes lancées.

Nous restons à votre disposition pour davantage de précisions.

Vos élus FO-DGFiP 69 en CTL : Chantal ANCIAN, Elise DIENNET, Emmanuel ESTENNE, Jean-Luc PELLETIER, Yves RAICHL, Olivier SARAGOSSA